

Regeringsverklaring- Déclaration du gouvernement

Seul le prononcé fait foi – enkel het gesproken woord telt

Mardi 10 octobre 2017

3 chantiers et une ambition – 3 werven en één ambitie

Mijnheer de voorzitter,
Dames en heren volksvertegenwoordigers,

De wereld is in volle transformatie.

Het aantal crisissen is fel toegenomen. De conflicten die ons omringen, stellen onze samenleving op de proef.

Ze zorgen voor een gevoel van angst en twijfels over de toekomst.

Toch boekt de wereld al 30 jaar ook positieve resultaten.

- De armoedegraad daalt: volgens de Wereldbank van 44% naar 10%
- Het aantal ongeschoolde kinderen is in 15 jaar tijd met de helft gedaald
- Eén persoon op twee heeft toegang tot internet.

In deze **multipolaire wereld** zijn twee houdingen mogelijk:

ofwel op zichzelf terugplooiën en de confrontatie zoeken;
ofwel openheid en samenwerking.

Zonder de minste twijfel kiezen wij voor openheid en samenwerking.

Wij geloven sterk in **multilateralisme**.

We blijven ervan overtuigd dat de dialoog het beste antwoord is op crisissen.

Maar dialoog vraagt tijd en zorgt soms voor frustraties.
Voor dialoog is vooral moed en overtuiging vereist.

De moed om te onderhandelen, de moed om toe te geven
zonder op te geven, om te overtuigen zonder te overwinnen.

Veiligheid moet centraal staan in onze actie.

Ons engagement binnen de NAVO blijft de hoeksteen van onze veiligheid.

De Europese pijler ervan moet worden versterkt en **een Europese defensie moet realiteit worden.**

We hebben in deze legislatuur beslist om de besparingen bij defensie stop te zetten.

De Militaire Programmawet voorziet in meer dan 9 miljard euro aan investeringen om de solidariteit en loyauteit van ons land te garanderen.

Deze beslissing is ook een erkenning voor de inzet van onze militairen.

Meer dan 500 soldaten nemen momenteel deel aan missies, ver van hun gezin, in Irak, Afghanistan, Mali, Jordanië, Litouwen en Estland.

Ook de mannen en vrouwen die elke dag instaan voor onze veiligheid op straat ... Laten we hen onze dank betuigen!

Een efficiënter Europa, een Europa van waarden

Dames en heren,

Europa vertegenwoordigt een gedachte en een droom.

Verankerd in waarden als wederzijds respect, vrede en vrijheid.

We vieren dit jaar de zestigste verjaardag van het Verdrag van Rome.

Na de generatie van de **stichters** (founding fathers) Robert Schuman en Paul Henri Spaak kwam die van de **bouwers** met Helmut Kohl en François Mitterrand.

Deze generaties hebben gekozen voor verzoening en vrede.

Vandaag is onze verantwoordelijkheid tegenover de komende generaties enorm.

We moeten het Europese project een nieuw elan geven. **De droom verankeren in de realiteit.**

Europa vooral efficiënter maken, nauwer aansluiten bij de verwachtingen van onze burgers.

De Brexit brengt onzekerheden met zich mee. Wij zijn de vierde handelspartner van Groot-Brittannië.

En dus moeten we onze economische belangen vrijwaren.

Ik wil hier een **boodschap van optimisme uitdragen.**

We moeten van een **Europa van crisissen naar een Europa van oplossingen gaan.**

Van een Europa dat **ondergaat** naar een Europa dat **onderneemt.**

Daarom moeten we dringend werk maken van :

- de verdieping van de economische en monetaire unie;
- een sociale pijler;
- een nieuwe industriële en digitale strategie en
- een hervorming van ons migratiebeleid

Ik wil ons land alleszins in de cockpit plaatsen van de Europese Unie.

Dames en heren,

De openheid naar de wereld is voor ons van strategisch belang.

Deze openheid is essentieel voor onze handel, onze jobs en onze sociale bescherming.

Het kapitalisme wereldwijd zorgt niet automatisch voor herverdeling van de rijkdom.

Net daarom zijn handelsakkoorden onmisbaar om een ethisch, sociaal en ecologisch kader te bepalen.

**Geen regulering die het initiatief verstikt.
Maar wel regels om de handel vrij te maken en
consumenten en werknemers te beschermen.**

Le CETA est maintenant entré provisoirement en vigueur. Nous nous en réjouissons.

L'Espagne est confrontée à une crise institutionnelle sérieuse. La Cour constitutionnelle espagnole a invalidé le referendum.

Nous lançons un appel vibrant pour que s'ouvre en urgence un espace de dialogue politique entre les protagonistes.

Nous lançons un appel pour la désescalade. En faveur d'une solution pacifique, négociée, conforme à l'Etat de droit, l'ordre national et international.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les députés,

Notre devoir est de faire progresser le pays, les familles, les entreprises.

Depuis trois ans, nous réformons pour faire grandir la confiance et engranger des résultats perceptibles. Nous sommes à mi-parcours. Dressons le bilan objectif, sans complaisance et avec le plus de clairvoyance possible:

- **4,8 millions de personnes ont un emploi** (au 1^{er} trimestre 2017), c'est le chiffre le plus élevé jamais enregistré (*Conseil supérieur de l'Emploi*) ;
- Après une stagnation pendant 5 ans, le taux d'emploi repart enfin à la hausse (67,2% à 67,7%) ;
- Depuis 2007, la croissance des entreprises n'a jamais été aussi forte (*la différence entre la création et la disparition d'entreprises a atteint un total positif de 32.378 unités en 2016, le meilleur score depuis 2007*). Pour une faillite, 10 nouvelles entreprises ont été créées.
- La croissance **des investissements privés a progressé de 1,2% en 2016 et 4,6% en 2017**. (*Source : Bureau du Plan*) ;

- **Le nombre d'indépendants dépasse le million. Et il y a plus de 1.000 nouveaux indépendants supplémentaires à titre principal par mois ! C'est quatre fois plus que sous la précédente législature. (durant l'année 2013, l'augmentation n'était que de 267 nouveaux indépendants par mois - INASTI).**
- L'inflation est mieux maîtrisée. Et la croissance progresse au-delà des prévisions antérieures (*croissance IRES : 1,7% en 2017 et 1,9% en 2018. Inflation. Bureau du Plan 1,7% pour 2017 et 2018*)

Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard. Nous avons **choisi de nous concentrer sur les réformes économiques et sociales.**

Votre assemblée a voté **plus de 400 réformes législatives.** Toutes avec un point commun, une obsession : stimuler la création d'emplois, mieux garantir la solidarité et renforcer les libertés.

Ne nous voilons pas la face, nous avons aussi, et donc, des points de fragilité :

- **Le taux d'emploi vacant a doublé en 7 ans (3,25%)** ;
- Nous sommes en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE en termes de production d'énergie renouvelable;
- Malgré les efforts, les attentes en termes de mobilité ne sont pas satisfaites ;
- Les particules fines causent des milliers de décès en Europe et en Belgique;
- Le risque de pauvreté reste trop élevé;
- Chaque année, nous payons 9 milliards d'euros pour les seules charges de l'intérêt de la dette.

Ces constats doivent être nous amener à être modeste. Ils sont un **encouragement à agir**. Nous développons une **vision tangible et cohérente**.

Mesdames et Messieurs,

Je vous invite à **nous rassembler autour de 3 chantiers stratégiques**: la prospérité, la cohésion sociale et les libertés. Et je vous invite aussi à nous engager pour **une ambition : investir dans l'avenir**. Trois chantiers et une ambition pour une société plus solide.

Le premier chantier est celui de la prospérité : offrir de meilleures conditions de vie aux citoyens. Et cela passe par

davantage d'emplois, davantage de pouvoir d'achat et moins de pauvreté.

Stimuler l'emploi c'est améliorer notre compétitivité. Selon la Banque nationale, nous avons résorbé, en deux ans, notre handicap salarial accumulé depuis 1996.

La réforme substantielle de la loi de 1996 permet de consolider durablement cet acquis de compétitivité.

Soyons concrets : en 2 ans, cela représente un gain de compétitivité de +3,2%. **Pour une PME moyenne (9 salariés), cela représente 17.190€ par an.**

Stimuler l'emploi, c'est un gage d'émancipation. La baisse des cotisations patronales de 33 à 25% est un signal fort. Et en 2016 nous avons adopté la mesure « zéro cotisation » pour booster la création d'emplois.

Un an plus tard, près de 17.000 indépendants ont décidé de franchir le pas d'une première embauche (*Soit une hausse de 54% par rapport à 2015*). Nos décisions **stimulent la création d'emplois !**

Nous avons aussi choisi de rendre le marché de l'emploi plus moderne et plus agile. Grâce aux « **flexijobs** » dans l'HORECA, 28.000 travailleurs qui prestent déjà un 4/5^{ième} temps, sont mieux rémunérés s'ils choisissent de travailler davantage .

Nous allons plus loin. Nous avons décidé d'élargir **les flexijobs aux commerces de détail et aux pensionnés**. Avec nous, le travail est mieux rémunéré !

Chacun reconnaît les résultats en termes de création d'emplois. La Banque nationale, le Bureau du Plan, l'Institut des comptes nationaux, le FMI, l'OCDE, tous, confirment l'ampleur des progrès réalisés : **130.000 jobs en trois ans**.

Certains affirment qu'il s'agit d'emploi précaires. **C'est faux**.

L'emploi partiel n'a pas augmenté. Selon l'ONSS, ce sont très majoritairement des emplois à temps plein et dans le secteur privé qui ont amené ce résultat. **Entre fin 2015 et fin 2016, le nombre d'emplois temps plein a augmenté de 60.941 unités !**

Par ailleurs, les flexijobs n'ont pas d'effet sur ces chiffres. Ils ne sont pas comptés comme nouveaux emplois.

Jobs, jobs, jobs, c'est une réalité.

Nous voulons prolonger cette dynamique. Nous voulons **ancrer notre marché de l'emploi dans le 21^{ème} siècle**.

Au-delà de la rémunération, le développement des compétences et la liberté d'organisation du travail sont essentielles.

Nous encourageons la formation permanente. Trois employeurs sur quatre ont prévu un budget formation pour leurs travailleurs (*Etude Acerta sur 469 CEO*)!

La réforme des heures supplémentaires, du travail partiel, du travail de nuit et du travail du dimanche sont autant de décisions majeures qui ont **un impact dynamique sur l'emploi**.

La mise en place du **statut étudiant-entrepreneur** montre la confiance et l'espoir que nous plaçons dans nos jeunes.

Nous choisissons de **mieux concilier vie privée et vie professionnelle**, dans l'intérêt des familles comme des entreprises. Nous voulons, par exemple, favoriser le télétravail. Avec 10% de véhicules **en moins, on réduirait les embouteillages de 40%**.

Dames en heren,

Niet alles is opgelost.

De **sociale dumping** doet duizenden banen verloren gaan.
Vooral in de bouw en de transportsector.

Daarom hebben we de regels voor overheidsopdrachten hervormd.

Bovenop de algemene lastenverlaging, gaan we in de bouwsector de **arbeidskost tegen 2020 met 600 miljoen euro verminderen.**

En op Europees niveau strijden we voor een hervorming van de detacheringsrichtlijn. Onze ambitie is een Europese beslissing vóór het einde van dit jaar.

De **afschaffing van de proefperiode** bleek in de praktijk een rem op **aanwervingen.**

De sociale partners zijn er niet in geslaagd een akkoord hierover te sluiten. Dus heeft de regering de beslissing genomen.

Welvaart, dat betekent de koopkracht beter ondersteunen.

Meer nettoloon voor de werknemer, minder lasten voor de werkgever.

De werkloosheidsval is een probleem dat al jaren aansleept. Het **verschil tussen de werkloosheidsuitkering en de laagste lonen was te klein**. Daarom hebben we beslist om het nettoloon te verhogen zodat mensen ook meer verdienen als ze werken.

We voeren de taxshift volledig uit. En die is vooral gericht op **de lage en middelhoge lonen**.

Hier ... laten we concreet zijn. Op een brutoloon van 1 500 € per maand, is het nettoloon gestegen met:

- 83 € netto/maand via de taxshift
- 28€ netto/maand via de verhogingen beslist in de interprofessionele onderhandelingen
- en met 15€ netto/maand via het indexeringsmechanisme.

Dat is een verhoging van 126 euro netto per maand. Per jaar is dat netto 1500 euro meer.

Pour un salaire moyen de 3 400 € brut par mois, le salaire net augmente de **1.902 euros par an**.

Un treizième mois pour les bas et les moyens salaires.

C'est de la justice sociale.

Dat is echte fiscale rechtvaardigheid.

Maar we willen meer doen!

We zorgen ervoor dat iemand **tot 500 euro netto kan bijverdienen. Meer specifiek gaat het over** vrijwilligerswerk en diensten van particulier naar particulier.

En als een onderneming winst maakt, zullen werknemers kunnen delen in de winst. **Ook dàt is rechtvaardigheid.**

Fiscale rechtvaardigheid is een uitdaging waar elke regering in Europa mee geconfronteerd worden.

Hoe zorg je ervoor dat de lasten evenwichtig verdeeld worden? Hoe zorg je ervoor dat de sterkste schouders de zwaarste lasten dragen? Zonder de jobmotor en de economie in gevaar te brengen.

Het is een permanente oefening. En de voorbije jaren hebben we ons beleid altijd afgestemd op die ambitie.

Sinds de start van de regering hebben we:

- een kaaimantaks ingevoerd en verstrengd.
- een taks op beursverrichtingen versterkt;
- de roerende voorheffing verhoogd en
- nu voeren we een taks op effectenrekeningen in : van 0,15 procent voor wie een kapitaal heeft dat 500 000 euro overschrijdt. (*De wettekst van deze maatregel is goedgekeurd in eerste lezing.*)

In de strijd tegen fiscale fraude hebben we alle maatregelen uit het verleden bevestigd en verstrengd. Het resultaat is een opbrengst van 255 miljoen euro, het hoogste bedrag dat ooit genoteerd is.

De prioriteit blijft om de druk op werk te verminderen.
Sinds het begin van de legislatuur hebben we **de fiscale en parafiscale druk op arbeid verminderd met 5,9 miljard euro.**
Met ons beleid ... werken loont!

Dames en heren,

Er wordt veel over gepraat. Maar weinig landen doen het.

Hoe trekken we zoveel mogelijk investeerders aan? Hoe voeren we de jobcreatie?

De hervorming van de vennootschapsbelasting stond niet in het regeerakkoord.

Maar wij wilden ook deze kans niet laten liggen.

De vereenvoudiging van ons systeem is **ambitieuw, moedig en zal nieuwe ondernemingen aantrekken** die voor jobs en investeringen zal zorgen.

We hebben onze hervorming specifiek toegespitst op de KMO's zodat zij onze economie een boost kunnen geven:

- Het verlaagd tarief voor KMO's zal vanaf volgend jaar naar 20% gaan !
- En voor de andere bedrijven zal het nominale tarief dalen naar 25% in 2020 (33,99%).
- Het gaat om een budgettair neutrale hervorming.
- De investeringsaftrek gaat tijdelijk van 8% naar 20% voor KMO's en zelfstandigen.
- En de fiscale consolidatie zal worden ingevoerd vanaf 2020.

We willen het spaargeld en de investeringen in de reële economie activeren. De taks shelter wordt uitgebreid naar groeibedrijven.

Een nieuwe vrijstellingsdrempel wordt ingevoerd voor dividenden.

Dames en Heren,

Het Planbureau voorziet 200.000 extra jobs tegen 2020.

Deze evolutie zou de werkloosheidsgraad op het laagste niveau sinds bijna 40 jaar brengen.

De mismatch tussen meer dan 120.000 openstaande vacatures en vele tienduizenden werkzoekenden is dé volgende uitdaging.

We reiken de hand aan de gewesten om onze inspanningen te bundelen. Vooral op het vlak van opleidingen en jobcreatie.

Het openbaar ambt moet flexibeler, productiever en aantrekkelijker worden.

Samen met de vakbonden hebben we beslist om constructief overleg over het statuut te starten. Het is de bedoeling om voor het einde van het jaar al keuzes te maken.

Deuxième chantier, celui de la cohésion sociale

Mesdames et Messieurs,

Le financement des solidarités est sous pression. La hausse de l'espérance de vie et son impact pour l'avenir des pensions ou des soins de santé représentent des défis majeurs pour notre génération.

Nous sommes convaincus que la création d'emplois est la meilleure clé pour financer nos solidarités. Depuis 2014, **le coût du chômage a baissé de 1,5 milliards d'euros** (*15% du budget de l'office*) ! C'est autant de ressources que nous pouvons dédier à la santé, aux pensions et à la relance économique.

Une **meilleure maîtrise de la hausse des dépenses** est nécessaire. Nous refusons la spirale vicieuse qui, à terme, menacerait gravement les solidarités. La principale menace qui guette la sécurité sociale, c'est de ne rien faire.

En 2014, les dépenses des soins de santé s'élevaient à 22 milliards. En 2018, les dépenses autorisées seront de l'ordre de 25 milliards, soit une augmentation de 3 milliards en 4 ans (13,42% de croissance nominale).

Une personne sur trois fait face, à un moment dans sa vie, à des **problèmes psychologiques**. Certains restent parfois pendant plusieurs années sans recevoir d'aide adéquate. En conséquence, nous avons décidé de rembourser partiellement les consultations chez un psychologue clinicien.

La réintégration des travailleurs en incapacité de travail sera facilitée et encouragée. Nous voulons davantage responsabiliser les différents acteurs (*Depuis décembre 2014, l'Inami montre une hausse de plus de 50.000 cas d'invalides, ce qui représente un coût de plus de 2.7 milliard pour les deux premiers trimestres 2017 alors que les dépenses d'invalidité de 2014 s'élevaient à 4.3 milliard*).

Nous voulons **optimiser le financement et le fonctionnement des hôpitaux**. Grâce à une organisation en réseau, nous pourrions aménager les soins en fonction des besoins réels. Les moyens doivent être déployés là où c'est nécessaire. Nous tiendrons compte de **critères objectifs, fondés scientifiquement**, pour réaliser la programmation de l'offre des soins hospitaliers.

Nous voulons aussi favoriser l'accessibilité aux soins. Nous encourageons l'utilisation des médicaments les moins chers et le meilleur accès aux thérapies innovantes pour combattre l'hépatite C, le cancer et le VIH.

Le système de santé belge est l'un des meilleurs du monde. Il se positionne à la quatrième place en Europe, (*selon le rapport annuel sur l'état des systèmes de santé européens par l'entreprise suédoise Health Consumer Powerhouse*). C'est le meilleur résultat depuis le lancement de cet index en 2005.

Ces résultats, nous les devons à **ces femmes et ces hommes qui accompagnent les patients dans leurs moments les plus heureux mais aussi les plus pénibles**. Je tiens à saluer leur dévouement à chaque étape de la vie.

Nous souhaitons revaloriser leurs **conditions de travail**. Nous avons libéré les moyens nécessaires pour la négociation avec le **secteur non-marchand**.

Mesdames et Messieurs,

L'attribution des numéro INAMI est un sujet sensible et complexe depuis de nombreuses années.

Ce gouvernement propose une solution durable pour la planification de l'offre médicale. Bien sûr, les arbitrages sont difficiles. Mais cette année, **tous les étudiants qui ont terminé leurs études ont reçu un numéro INAMI !**

Pour l'avenir, nous avons proposé un système structurel qui sera débattu très prochainement en commission au Parlement.

Mesdames et Messieurs,

En 2016, le coût annuel du paiement des pensions s'élevait à 42,6 milliards (+ 1,33% de plus qu'en 2015). Les dépenses pour les pensions ont été multipliées par quatre depuis 1985.

En matière de pensions, les réformes ne visent pas seulement à garantir la viabilité financière du système. Nous voulons un mécanisme plus juste et plus transparent. Avec deux objectifs :

- L'harmonisation progressive des différents régimes ;
- Un lien plus étroit entre le travail et le montant de la pension.

Comme d'autres gouvernements avant nous, nous avons modifié l'âge légal de la retraite. Avec un effet en 2025 et 2030.

Afin de maîtriser le coût du vieillissement, nous avons pris nos responsabilités, en relevant progressivement l'âge moyen pour sortir du marché du travail (*Cette mesure s'inscrit dans la prolongation des réformes entreprises sous l'ancienne législature visant à relever les conditions d'âge à la pension anticipée*).

Les pensionnés qui le souhaitent peuvent désormais poursuivre une activité après 65 ans ou 45 ans de carrière sans limite de revenus.

Les périodes de travail doivent être mieux valorisées que les périodes d'inactivité.

Par ailleurs nous avons décidé de lancer une concertation avec les Régions afin de stimuler le retour à l'emploi des chômeurs plus âgés.

Enfin, nous avons pris des mesures pour renforcer le pouvoir d'achat des pensionnés :

Ces mesures concernent :

- **Une augmentation significative des pensions minimums**, (*grâce notamment à l'enveloppe bien-être de 500 millions d'euros en 2015 et 2016*).

Cela représente un gain de pouvoir d'achat jusqu'à **+89 euros/mois** en plus pour les travailleurs salariés (*1068€/an*). 70% des bénéficiaires sont des femmes dans ce régime.

- Pour les travailleurs indépendants, l'augmentation est de **151 euros/mois** (*1.812€/an*) ! La pension **minimum des travailleurs indépendants est désormais alignée sur celle des travailleurs salariés**.
- Dès janvier 2018, les pensions minimum pour une carrière complète seront à nouveau augmentées (de 0,7%) ;
- Désormais, tous les travailleurs pourront racheter leurs années d'études afin d'accroître leur pension future;

Nous consolidons le premier pilier. Et en plus, nous allons généraliser l'accès au 2^{ième} pilier à l'ensemble des travailleurs (*sans distinction de régime*). Cela concerne plus de 500.000 travailleurs. Nous mettons fin à une discrimination.

Nous poursuivrons aussi le travail afin de définir **des critères objectifs de pénibilité**.

L'avenir des pensions est un enjeu sérieux. Notre stratégie est cohérente. Nous encourageons des carrières plus longues. Nous renforçons le lien avec le travail. Nous améliorons les pensions minimum. Pour l'avenir des pensions, nous assumons courageusement nos responsabilités.

Monsieur le Président,
Chers Collègues,

Les conditions de travail évoluent. Avec de nouvelles opportunités pour conjuguer vie familiale et vie professionnelle. Mais aussi avec de nouvelles contraintes, comme la connexion permanente ou la concurrence accrue. Nous voulons prendre à bras le corps **l'amélioration du bien-être au travail et la prévention du burnout**.

La lutte contre la pauvreté doit tous nous mobiliser. L'accord de Gouvernement fixe l'objectif d'atteindre **progressivement les seuils de pauvreté** au niveau européen.

Le revenu d'intégration sociale a été augmenté à cinq reprises depuis l'entrée en fonction de ce gouvernement. Le précédent gouvernement a fait des efforts, l'augmentation était de 62€ pour une famille à charge (*entre février 2012 et septembre 2014*).

Nous faisons presque deux fois mieux. Concrètement, cela fait 100€ en plus pour une famille à charge. L'augmentation est de 75€ en plus par mois pour un isolé et 50€ pour un cohabitant.

Nous allons poursuivre la revalorisation des allocations de protections sociales. Un montant supplémentaire et cumulé de 590 millions est libéré.

Par ailleurs, le **budget des CPAS a été revalorisé à trois reprises** pour un montant de **92,4 millions € pour 2017**.

Nous déployons aussi des efforts pour mieux soutenir les **familles monoparentales**, par exemple via les déductions fiscales pour les **frais de garde d'enfants**.

Nous allons également implémenter de manière progressive la **reconnaissance automatique des droits sociaux**. C'est une avancée majeure pour ceux qui en ont besoin.

Par ailleurs, nous voulons renforcer les efforts pour mieux soutenir les sans-abris. Nous avons été **choqués par les graves dérives dans ce domaine**. Les conséquences de l'audit fédéral sur le **Samu social** seront implémentées.

Derde werf: de effectieve vrijheden

De **veiligheid van onze burgers** is onze eerste opdracht.

Terrorisme heeft ons land in het hart getroffen. Wij hebben dan ook een reeks preventieve en repressieve maatregelen genomen om de dreiging tegen te gaan.

Kijk naar het Kanaalplan of naar de de duur van de administratieve aanhouding. Ook daar zijn de resultaten voelbaar. **Sinds 2015 zijn 295 mensen veroordeeld voor terroristische misdrijven.**

Zowel het parlement als de regering hebben veel geleerd van de slachtoffers van de aanslagen. We blijven hen op de voet volgen.

Onze diensten hebben goed werk geleverd.

Maar in de individuele opvolging van elk slachtoffer zijn we soms te kort geschoten. Dat moeten we erkennen.

Geen enkele compensatie kan het verlies van levens goedmaken. Maar de solidariteitswet voor de slachtoffers moet velen vooruit helpen.

Wij volgen ook aandachtig de voorstellen van de Onderzoekscommissie.

We hebben een plan goedgekeurd zodat de politie zich kan richten op haar essentiële taken.

Er zijn meer dan 1.000 voltijdse federale agenten bijgekomen ondermeer om grenscontroles te versterken en het kanaalplan uit te voeren.

Wij zijn ook geconfronteerd met een nieuwe vorm van criminaliteit. Op het internet en in de digitale wereld.

De aanvallen en hackings vormen een nieuwe bedreiging. Daarom versterken we maand na maand ook de **cybersecurity**.

Dames en Heren,

In het regeerakkoord **wordt absolute voorrang gegeven aan de modernisering van Justitie.**

Sindsdien is een **enorme stap gezet.** 113 wetteksten zijn goedgekeurd!

We hebben de successierechten aangepast. En de digitalisering van Justitie versneld.

De gerechtelijke procedures zijn vereenvoudigd en de strafuitvoering is evenwichtiger gemaakt.

En de resultaten laten zich voelen: **de gerechtelijke achterstand begint eindelijk te verkleinen!**

Wij willen dat justitie voor iedereen toegankelijk is. Daarom werken we aan **een rechtsbijstandsverzekering.**

Er zijn diverse maatregelen uitgevoerd rond de strafuitvoering, de beveiligingsperiodes en de vermindering van de overbevolking in gevangenissen.

Op justitie is deze regering aan een inhaalbeweging bezig.

Kijk naar de **hervorming van het strafrecht** en de modernisering van **het economisch recht.**

We blijven dus **hervormen en verder investeren.**

Dames en Heren,

Wij voeren een menselijk maar krachtdadig migratiebeleid.

Sinds het begin van de migratiecrisis in 2015 **hebben we meer dan 35 000 vluchtelingen beschermd.**

Het aantal uitgereikte **humanitaire visa** is op drie jaar tijd **verachtvoudigd** (*1 616 in 2017 tegenover 208 in 2014, 270 in 2013, 211 in 2012 en 270 in 2011 – tegenover slechts 959 tijdens de vorige legislatuur*).

Deze cijfers zetten België in de top 10 van Europese landen.

We komen onze internationale verplichtingen na. **We hebben dus geen lessen te krijgen!**

Op twee jaar tijd zal België **1100 mensen hebben hervestigd en 1500 mensen hebben herplaatst** vanuit Italië en Griekenland.

België blijft dus een land dat vluchtelingen opvangt maar misbruik wordt niet langer getolereerd!

Vorig jaar werden bijna **1 600 illegale criminelen** teruggestuurd. Dit aantal is op twee jaar tijd **meer dan verdubbeld.**

We zijn dus **solidair maar ook rechtvaardig.**

Une ambition: investir & préparer l'avenir

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,

La prospérité, la cohésion sociale, les libertés. Nous avons une ambition qui transcende ces trois chantiers : **investir pour préparer l'avenir.**

Certains projets nécessitent que nous déployions notre énergie à moyen et à long terme.

Mettre nos finances en ordre, c'est un effort permanent. La dette, en trois ans, est passée de 106,7% à 104,3% du PIB.

Pour l'entité I, entre 2014 et fin 2018, le déficit structurel s'améliorera en passant de -2,20% à -0,68%. Cela correspond à plus de 14 milliards de mesures d'assainissement structurel.

Nous ne sacrifierons pas **la relance économique sur l'autel de l'assainissement budgétaire**. Parce que l'assainissement le plus durable et le plus stable, c'est la relance économique.

Nous voulons gérer les finances publiques en bon père de famille. Nous allons, avec des experts, analyser les participations de l'Etat et adopter une gestion plus dynamique de l'actif.

Dans ce cadre, les critères stratégiques, économiques et sociaux seront pris en compte.

Concernant ARCO, dans le cadre de l'IPO de Belfius, nous mettons en œuvre un règlement visant le dédommagement des coopérateurs personnes physiques. Les contacts avec la Commission européenne sont en cours sur le sujet.

Mesdames et Messieurs,

Le Pacte d'investissements, c'est maintenant ! Avec ce Pacte, nous voulons transcender les logiques partisans et les échéances électorales. Nous souhaitons **mobiliser 60 milliards d'euros**, pour stimuler les investissements publics et privés.

Dès 2018, nous lancerons des projets concrets pour soutenir la transition énergétique, pour favoriser l'agenda digital et pour dynamiser la mobilité.

Nous nous réjouissons que plusieurs partis d'opposition aient exprimé leur soutien critique pour ce Pacte. Nous serons activement à l'écoute.

Les régions jouent aussi un **rôle central**. Avec les Ministres-Présidents, nous allons accélérer le travail.

Le **réchauffement climatique** ne fait plus l'ombre d'un doute. Les dérèglements naturels entraînent des drames humains, suscitent des conflits et accentuent les pressions migratoires. Il y a urgence.

Plus que jamais, les accords de Paris doivent être confirmés et mis en œuvre. Notre pays assumera loyalement sa part. La conclusion d'un accord sur le burdensharing va dans le bon sens.

Mais nous irons plus loin. Nous devons conclure le **Pacte énergétique afin de garantir une transition énergétique** qui allie sécurité d'approvisionnement, innovation et un cadre financier prévisible.

Le développement d'une mobilité durable et efficace est également nécessaire. Il est urgent d'obtenir la clarté sur l'état réel des infrastructures et les conditions de leur entretien.

Chacun a sa responsabilité. Le Pacte d'investissement doit être le catalyseur pour une ambition décuplée en faveur de la mobilité partout dans le pays. C'est une question de qualité de vie, de compétitivité et de crédibilité. Je convoquerai très prochainement un Comité de concertation exceptionnel sur la mobilité.

Le plan pluriannuel d'investissement pour le rail sera présenté aux régions le 20 novembre. Ce plan rend possible des cofinancements régionaux. L'accès au port d'Anvers et à l'aéroport de Charleroi, notamment, sera amélioré.

La priorité, c'est le service aux navetteurs : sécurité, ponctualité et propreté. **Le temps des gares somptuaires est révolu.**

Mesdames et Messieurs,

Nous n'acceptons plus que des étudiants ou des travailleurs soient pris en otage en cas de grève. Nous allons concrétiser notre engagement pour le **service minimum**.

La technologie offre les outils du futur pour faciliter la mobilité.

Une mobilité plus verte, plus partagée, plus connectée. C'est le sens du projet « Smart Mobility » avec des acteurs publics et privés.

La révolution digitale est en marche. Elle transforme l'ensemble de la société. **Digital Belgium est un moteur de croissance et doit être soutenu.** À l'avenir, 9 jobs sur 10 nécessiteront des compétences numériques. C'est dans cette optique que le « Digital Skills Fund » et « Be Central » ont été mis en place.

Een methode: luisteren en beslissen

Dames en heren,

Deze werven steunen op een **duidelijke werkmethode**.
Eerst luisteren, dan beslissen.

De sociale partners en de regering moeten **altijd inzetten op dialoog om de welvaart duurzaam te verzekeren.**

Maar als het overleg met de sociale partners geen resultaat boekt, dan is het aan de regering om **knopen door te hakken.**

Ons democratisch debat is vaak **diepgaand en boeiend**.
Maar evengoed ook **karikaturaal en kwetsend**.

Ad hominem verwijten zijn het nieuwe normaal geworden.

De vergelijkingen die al te vaak gemaakt worden **met nazisme of genocide zijn slecht voor de geloofwaardigheid van de democratie.**

Het is de verantwoordelijkheid van één ieder om onze debatten **waardig** te houden.

We kunnen verschillen van mening maar laat ons vooral **verder kijken dan beledigingen, leugens of desinformatie.**

Dames en Heren,

Ik wil **iedereen, die vandaag gaan werken is, bedanken.**

Eén vakbond heeft vandaag beslist om te staken.

Is de staking van vandaag relevant? Staken ze tegen meer koopkracht en meer jobs? Waarom staken ze? Staken ze gewoon om de regering aan te vallen?

De mensen die vandaag **niet kunnen gaan werken** hebben daar geen boodschap aan.

We blijven inzetten op het sociale overleg. **Maar wij zullen het recht op werken altijd blijven verdedigen.**

Beste collega's,

Er zijn **meer jobs, er is meer veiligheid en meer solidariteit.** Maar we hebben nog veel werk voor de boeg.

Ik weet dat de verwachtingen van de burgers hooggespannen zijn.

Onze hervormingen en de voordelen ervan moeten we dus aan iedereen duidelijk maken.

We staan voor ons vierde beleidsjaar. Een scharnierpunt.

Volgend jaar zijn er verkiezingen. Maar we hebben nog 18 maanden voor het einde van de legislatuur.

En mijn overtuiging is duidelijk.

De mensen verwachten van ons maar één ding : dat we besturen, besturen en nog eens besturen!

We zullen blijven **besturen** tot de laatste dag en de laatste minuut.

De hervormingsmotor mag niet stilvallen. En daarom zullen we verder blijven inzetten op de versterking van ons sociaal model.

Zonder fata morgana's. En met realisaties.

Mesdames et Messieurs,

Ces derniers mois, les comportements de quelques-uns ont gravement abimé la confiance dans nos processus démocratiques. Nous avons le devoir, majorité et opposition, de reconquérir la raison et le cœur de nos concitoyens au service des valeurs de démocratie et de l'Etat de droit.

Nous devons garder la tête froide. **La démocratie est une œuvre imparfaite et en voie perpétuelle d'achèvement.**

La démocratie est le rempart le plus solide pour les libertés, pour le respect mutuel.

La démocratie, l'histoire l'a montré, constitue le seul terreau fertile pour la prospérité.

Bien sûr, l'évolution du monde ouvre des défis gigantesques : réussir la transition technologique, vaincre le terrorisme, relever les défis du changement climatique et des migrations.

Mais notre responsabilité est d'appréhender ces changements. De les transformer en opportunités pour renforcer une dynamique de progrès partagé.

Nous mesurons bien l'inquiétude et les doutes pour l'avenir. Bien sûr, il serait si simple de ne rien changer. Ne pas bouger. S'arcbouter au statut quo. Nous refusons cette résignation synonyme de régression.

Nous choisissons de réformer pour avancer et pour progresser. Pour transformer les incertitudes en espoirs et les doutes en convictions.

Nous défendons une démocratie des résultats. Pas une démocratie des slogans !

Des résultats tangibles pour les citoyens et leurs familles.

Réformer pour plus d'emploi. Réformer pour plus de protection, réformer pour plus de bien-être.

Nous allons amplifier nos efforts. Nous allons continuer à agir. Nous le ferons en multipliant nos forces !

C'est pourquoi je vous demande, Mesdames, Messieurs les parlementaires, d'accorder votre confiance au Gouvernement.

Daarom vraag ik u, dames en heren parlementsleden, de regering uw vertrouwen te geven.